

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Février 2002 : excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars

Le gouvernement a affiché un excédent budgétaire de 3,1 milliards de dollars en février 2002, en baisse de 1,3 milliard par rapport à l'excédent de 4,4 milliards déclaré en février 2001. Depuis quelques années, d'importants excédents sont déclarés en février, étant donné que les résultats de ce mois comprennent les paiements ultimes d'impôt des sociétés dont l'année d'imposition prend fin le 31 décembre. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 milliard de dollars, la baisse des recettes de l'impôt des sociétés ayant plus que neutralisé les hausses déclarées dans la plupart des autres principales composantes des recettes. Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, tandis que les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard.

D'avril 2001 à février 2002 : excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 14,7 milliards de dollars pour la période d'avril 2001 à février 2002, en baisse de 7,9 milliards par rapport à l'excédent de 22,5 milliards déclaré pendant la même période en 2000-2001. La baisse de l'excédent jusqu'ici découle des répercussions continues des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001 et dans celui-ci. En outre, le ralentissement de l'économie en 2001 a touché la plupart des principales composantes des recettes et les prestations d'assurance-emploi, ce qui a eu un effet néfaste sur l'ensemble des résultats financiers, en comparaison de la même période en 2000-2001.

L'évolution de la situation pour le reste de l'exercice contribuera à réduire de façon marquée l'excédent accumulé à ce jour. Mentionnons l'effet des réductions d'impôt annoncées dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, qui sont entrées en vigueur en janvier 2002, ainsi que le financement d'un certain nombre d'initiatives annoncées dans le budget de décembre 2001. Par ailleurs, des ajustements seront apportés en fin d'exercice pour inclure le coût des biens et des services reçus à la fin de 2001-2002, mais payés en avril ou en mai seulement, de même que les remboursements traités en mars 2002 de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2001.

Les résultats jusqu'ici dépassent légèrement les prévisions établies au moment du dépôt du budget de décembre 2001, en raison de l'effet des résultats économiques qui étaient meilleurs que prévus au quatrième trimestre de 2001, et qui continuent de l'être au cours du premier trimestre de 2002.

Février 2002 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 0,7 milliard de dollars, soit 4,2 %.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 5,7 %, en raison principalement de la vigueur étonnante des retenues mensuelles sur le revenu d'emploi. Il est encore trop tôt pour
- déterminer si cette situation est attribuable à des facteurs chronologiques ou à l'amélioration de la situation économique.
- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 1,2 milliard de dollars, soit 19,8 %, surtout en raison des modalités de paiement des sociétés et de la baisse des bénéfices de ces dernières en 2001. Les sociétés sont tenues de verser des



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	17 705	16 966	163 727	162 105
Dépenses de programmes	-9 867	-10 810	-103 342	-111 494
Solde de fonctionnement	7 838	6 156	60 385	50 611
Frais de la dette publique	-3 440	-3 023	-37 848	-35 952
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 398	3 133	22 537	14 659
Opérations non budgétaires	-1 202	-296	-6 801	-11 291
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 196	2 837	15 736	3 368
Opérations de change	-644	-626	-3 937	-1 117
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251
Variation nette des emprunts	2 894	3 322	-11 264	-5 457
Variation nette de l'encaisse	5 446	5 533	535	-3 206
Encaisse à la fin de la période			8 039	4 442

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

acomptes mensuels d'après l'impôt réel à payer de l'année précédente ou l'impôt à payer prévu pour l'exercice en cours. Le versement final doit être effectué dans les 60 jours suivant la fin de l'exercice. Étant donné que l'exercice de la plupart des grandes sociétés du secteur non financier se termine en décembre, le gouvernement reçoit une part importante des recettes de l'impôt des sociétés en février, soit entre 25 et 40 % des recettes totales pour l'année. Compte tenu de la baisse des bénéfices des sociétés en 2001 par rapport à 2000, on s'attendait aussi à une baisse des versements finaux en février 2002. Par ailleurs, même si le budget de décembre 2001 autorise les petites entreprises à reporter le paiement de leurs acomptes provisionnels mensuels d'impôt des sociétés pour les mois de janvier, de février et de mars, celles-ci ne semblent pas profiter pleinement de cette mesure de report d'impôt.

- Les recettes obtenues au titre des cotisations d'assurance-emploi ont régressé de 2,8 %, en raison de la réduction des taux de cotisation (le taux des salariés en 2002 s'établit à 2,20 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables comparativement à 2,25 \$ en 2001).

- Les recettes perçues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,4 milliard de dollars, soit 17,2 %. Toutes les composantes ont affiché des hausses. L'augmentation des recettes de taxe sur les produits et services (TPS) et des droits de douane à l'importation est attribuable à des facteurs chronologiques. La hausse des taxes fédérales sur les produits du tabac, entrée en vigueur le 2 novembre 2001, a contribué à l'augmentation des recettes des taxes de vente et d'accise.
- Les recettes non fiscales ont augmenté de 13,3 %, en raison principalement de l'échelonnement des dates de réception des recettes tirées de la vente de biens et de services.

D'une année sur l'autre, les dépenses de programmes ont augmenté de 0,9 milliard de dollars, soit 9,6 %.

- Les principaux transferts aux particuliers ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,3 %. Les paiements de prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 7,3 % – c'est la première fois depuis mai 2001 que le taux d'augmentation est moins de 10.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	février		variation	d'avril à février		variation
	2001	2002		2000-2001	2001-2002	
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	5 906	6 242	5,7	76 802	77 132	0,4
Impôt sur le revenu des sociétés	6 117	4 903	-19,8	25 270	23 365	-7,5
Autres	521	175	-66,4	3 524	3 383	-4,0
Total des recettes d'impôt sur le revenu	12 544	11 320	-9,8	105 596	103 880	-1,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 868	1 815	-2,8	16 893	16 186	-4,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 739	2 028	16,6	23 194	23 693	2,2
Droits de douane à l'importation	224	328	46,4	2 517	2 760	9,7
Taxes de vente et d'accise	595	642	7,9	7 550	7 941	5,2
Total des taxes et droits d'accise	2 558	2 998	17,2	33 261	34 394	3,4
Total des recettes fiscales	16 970	16 133	-4,9	155 750	154 460	-0,8
Recettes non fiscales	735	833	13,3	7 977	7 645	-4,2
Total des recettes budgétaires	17 705	16 966	-4,2	163 727	162 105	-1,0

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 0,1 milliard de dollars, soit 6,2 %. L'augmentation du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2002 afin de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes réduite des principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars, soit 14,2 %, la hausse des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations ayant plus que compensé les baisses déclarées dans les autres principales composantes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 0,4 milliard de dollars, soit 12,1 %, surtout en raison de rajustements liés aux mois antérieurs.

D'avril 2001 à février 2002 : résultats budgétaires

Au cours de la période d'avril 2001 à février 2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 14,7 milliards de dollars, en baisse de 7,9 milliards comparativement à l'excédent de 22,5 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. Les dépenses de programmes ont augmenté de 8,2 milliards, alors que les recettes budgétaires baissaient de 1,6 milliard. L'incidence de ces facteurs sur le solde budgétaire a été atténuée par la baisse de 1,9 milliard de dollars des frais de la dette publique.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté légèrement. En effet, la hausse des versements finaux d'impôt reçus en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000, les rajustements pour années antérieures qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, de même que l'augmentation du revenu imposé attribuable à la croissance

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	février			d'avril à février		
	2001	2002	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)			(M\$)		
	%			%		
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 055	2 140	4,1	22 188	23 207	4,6
Prestations d'assurance-emploi	1 195	1 282	7,3	9 970	12 373	24,1
Allocation pour frais de chauffage				1 434		
Total	3 250	3 422	5,3	33 592	35 580	5,9
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	12 375	15 858	28,1
Transferts fiscaux	1 194	1 036	-13,2	11 396	11 433	0,3
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-2 260	-2 331	3,1
Total	2 113	2 245	6,2	22 511	24 960	10,9
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	159	106	-33,3	599	715	19,4
Affaires étrangères	249	155	-37,8	1 422	1 565	10,1
Santé	85	95	11,8	1 010	1 170	15,8
Développement des ressources humaines	141	167	18,4	1 322	1 546	16,9
Affaires indiennes et du Nord	268	245	-8,6	3 742	3 600	-3,8
Industrie et développement régional	213	138	-35,2	1 313	1 322	0,7
Anciens combattants	126	134	6,3	1 334	1 402	5,1
Autres	204	169	-17,2	1 983	2 424	22,2
Total	1 445	1 209	-16,3	12 725	13 744	8,0
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	15	50	233,3	859	966	12,5
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	75	-50,0	1 670	1 755	5,1
Autres	71	70	-1,4	1 292	1 480	14,6
Total	236	195	-17,4	3 821	4 201	9,9
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	902	1 256	39,2	9 553	10 677	11,8
Ensemble des autres dépenses ministérielles	1 921	2 483	29,3	21 140	22 332	5,6
Total	2 823	3 739	32,4	30 693	33 009	7,5
Total des dépenses de programmes directes	4 504	5 143	14,2	47 239	50 954	7,9
Total des dépenses de programmes	9 867	10 810	9,6	103 342	111 494	7,9
Frais de la dette publique	3 440	3 023	-12,1	37 848	35 952	-5,0
Total des dépenses budgétaires	13 307	13 833	4,0	141 190	147 446	4,4
Poste pour mémoire :						
total des transferts	6 808	6 876	1,0	68 828	74 284	7,9

de l'emploi ainsi que des traitements et salaires moyens en 2001 ont largement été compensés par l'incidence des mesures de réduction d'impôt annoncées dans le budget de février 2000, l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 et les budgets antérieurs.

- Les recettes de l'impôt des sociétés ont régressé de 7,5 %, sous l'effet de la baisse des bénéfices des sociétés et de la réduction des taux d'imposition.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 4,2 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant plus que neutralisé l'effet de la croissance du nombre de salariés qui versent donc des cotisations.
- Les recettes obtenues au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 3,4 %. Les recettes de TPS ont progressé de 2,2 %, en grande partie en fonction de l'augmentation de la demande au pays, les droits de douane à l'importation ont grimpé de 9,7 %, et les taxes de vente et d'accise ont augmenté de 5,2 %, en raison principalement de la hausse des taxes d'accise sur le tabac.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 4,2 %, sous l'effet principalement de la baisse des taux d'intérêt.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 5,9 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et de la hausse des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires. L'incidence nette de ces augmentations a été atténuée par l'allocation pour frais de chauffage payée en janvier 2001.

- Les principaux transferts aux autres administrations ont progressé de 10,9 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts entre administrations. L'augmentation des transferts en espèces en vertu du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de porter le financement de base de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts entre administrations est principalement attribuable à la hausse des droits de péréquation. La hausse globale de cette composante a été atténuée par le paiement spécial de 1 milliard de dollars au Fonds pour les appareils médicaux en 2000-2001.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres administrations, ont augmenté de 7,9 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée à la fin de l'exercice comparativement aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,9 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 3,4 milliards de dollars (opérations de change exclues) d'avril 2001 à février 2002

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	4 398	3 133	22 537	14 659
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	4	7	405	551
Autres	-4	182	-890	-1 156
Total	0	189	-485	-605
Comptes à des fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	490	1 032	-386	-689
Comptes de pension de retraite	-202	-168	1 369	-1 726
Autres	139	91	109	197
Total	427	955	1 092	-2 218
Autres opérations	-1 629	-1 440	-7 408	-8 468
Total des opérations non budgétaires	-1 202	-296	-6 801	-11 291
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	3 196	2 837	15 736	3 368
Opérations de change	-644	-626	-3 937	-1 117
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	février		d'avril à février	
	2001	2002	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde financier net	2 552	2 211	11 799	2 251
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	575	2 982	10 394	-2 515
Bons du Trésor	2 100	600	-18 150	5 700
Obligations d'épargne du Canada	313	-133	-754	-2 870
Autres	0	-17	-62	-63
Total	2 988	3 432	-8 572	252
Payables en devises				
Obligations négociables	-1 965	0	-4 167	-1 576
Billets et prêts	1 965	0	1 385	-514
Bons du Canada	-94	48	126	-3 288
Billets du Canada	0	-158	-36	-331
Total	-94	-110	-2 692	-5 709
Variation nette des emprunts	2 894	3 322	-11 264	-5 457
Variation de l'encaisse	5 446	5 533	535	-3 206

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	28 février 2002	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	38 347	-5 297
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 459	-1 726
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	5 702	-689
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 450	197
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	140 611	-2 218
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	292 458	-2 515
Bons du Trésor	88 700	94 400	5 700
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 229	-2 870
Autres	3 473	3 411	-62
Total partiel	413 245	413 499	254
Payable en devises	33 158	27 449	-5 709
Total de la dette non échue	446 403	440 947	-5 456
Total de la dette portant intérêt	589 232	581 558	-7 674
Total du passif	632 876	619 905	-12 971
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	19 151	-35
Comptes d'opérations de change	50 270	51 387	1 117
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 647	605
Total de l'actif	85 498	87 186	1 687
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	532 719	-14 659

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 11,3 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 6,8 milliards pour la période correspondante de l'exercice précédent. L'augmentation observée jusqu'ici est largement attribuable aux transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars et des besoins nets de 11,3 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 3,4 milliards ont été dégagées d'avril 2001 à février 2002, comparativement à des ressources de 15,7 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

Ressources financières nettes de 2,3 milliards de dollars d'avril 2001 à février 2002

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur

le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les 11 premiers mois de 2001-2002 ont été marqués par des besoins nets de 1,1 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 3,9 milliards pour la même période en 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 14,7 milliards de dollars, des besoins nets de 11,3 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 1,1 milliard au titre des opérations de change, des ressources financières nettes de 2,3 milliards de dollars ont été dégagées pour la période d'avril 2001 à février 2002, comparativement à des ressources nettes de 11,8 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 5,5 milliards de dollars d'avril 2001 à février 2002

Malgré des ressources financières nettes de seulement 2,3 milliards de dollars au cours des 11 premiers mois de 2001-2002, le gouvernement a retranché 5,5 milliards de dollars de sa dette contractée sur les marchés au moyen d'une mise à disposition des soldes de caisse. Le niveau des soldes de caisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle. À la fin de février 2002, ces soldes s'établissaient à 4,4 milliards de dollars.

